



Tous les regards sont rivés vers le tribunal administratif d'Anosy. L'audience du contentieux, opposant Lalatiana Rakotondrazafy à Lalao Ravalomanana, est effectivement au centre de l'actualité. « L'aveu » de maître Hasina Andriamadison, avocat de la défense, concernant l'inscription volontaire de l'indicatif « Neny » dans le bulletin unique a fait les choux gras de la presse. Sur le plan socioéconomique, l'affaire Jirama continue de retenir l'attention des quotidiens. La direction générale de la compagnie essuie d'ailleurs les critiques virulentes de la presse notamment suite au black-out à Antsiranana.

Processus électoral

FACE-A-FACE FREEDOM ET TIM

L'audience du contentieux opposant les listes Freedom et TIM à Antananarivo s'est tenue hier. Le terme « Neny » inscrit dans la case du bulletin de vote destinée à la liste TIM a constitué le principal objet du litige. Conduite par maître Andry Fiankinana Andrianasolo, l'équipe d'avocats de la liste Freedom n'a cessé de tambouriner que le TIM était dans l'illégalité, se basant sur les dispositions du décret 2015-630 qui stipule que « les caractéristiques contenues dans le spécimen fourni par la liste de candidats (...) ne peuvent en aucun cas contenir la photo, le nom ou les prénoms d'une personne ». L'association Freedom revendique ainsi la disqualification de la candidate numéro 6. Les avocats de la défense, dirigés par maître Hasina Andriamadison, ont argué que l'indicatif « Neny » est un nom générique qui ne figure pas sur la carte d'identité nationale de leur cliente. Ils ont, par ailleurs, souligné que l'introduction de cet élément dans le bulletin unique a été avalisée par l'Organe de Vérification et d'Etudes des Candidatures ou OVEC et la CENIT. Par ailleurs, l'audience relative à la requête portant sur l'annulation totale des voix obtenues par Lalao Ravalomanana, aura lieu après-demain. Le verdict de tous ces contentieux sera connu le 17 septembre prochain. (L'Express de Madagascar p.3, Midi Madagasikara p.3, Madagascar Laza p.2, Les Nouvelles p.3, Madagascar Matin p.4, Tia Tanindrazana p.3)

- Selon Jean Victor Nirina Rasolonjatovo, Secrétaire exécutif de la CENIT, l'inscription du terme « Neny » dans la case dédiée au TIM au niveau du bulletin de vote est « en règle ». Il rappelle entre autres qu'au lendemain de la sortie du décret 2015-630, la Commission électorale a tenu une Assemblée générale et a décidé que l'article fera l'objet d'une interprétation au sens strict. (L'Express de Madagascar p.3)
- L'Express de Madagascar craint que l'argument des avocats de la liste TIM, selon lequel le terme « Neny » a été cautionné par l'organe de gestion des élections, complique la tâche du tribunal administratif. Le quotidien devine d'ores et déjà que la crédibilité de la Commission électorale, voire celle des élections, entrera dans la balance des enjeux de la décision des juges d'Anosy. (p.3)
- Sensibles à « l'aveu circonstancié » des avocats de Lalao Ravalomanana, Madagascar Matin et La Vérité ont accusé les responsables du parti politique TIM d'avoir transgressé délibérément l'esprit des textes en vigueur. Le premier quotidien enfonce le clou en supposant une complicité entre la formation politique de l'ancien Président et les responsables de l'OVEC et de la CENIT. (Madagascar Matin p.4, La Vérité p.3)
- « Vers la disqualification de Lalao Ravalomanana » titre La Gazette de la Grande île. Convaincu de la pertinence et de la légitimité de la requête en disqualification présentée par le camp de Lalatiana Rakotondrazafy, le quotidien est certain que cette dernière obtiendra



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



gain de cause. Il n'écarte pas non plus une perspective d'annulation du scrutin qui aboutira par conséquent à l'organisation d'une élection partielle. (p.4)

- **L'Observateur** s'attend à une réédition des élections communales à Antananarivo. Le journal est en effet convaincu que Lalao Ravalomanana encourt la disqualification après les « aveux » de ses avocats, faisant référence à la déclaration selon laquelle l'inscription du terme « Neny » était volontaire et faisait partie de sa stratégie électorale. (p.3)
- **Tia Tanindrazana** est persuadé que l'indication « Neny » dans le bulletin unique n'influence en rien les résultats des élections. Selon son analyse, les poursuites contre Lalao Ravalomanana résultent encore des animosités qui datent de 2009. (p.3)

Politique interne

10 PRESENTIS AU POSTE DE DIRECTEUR DE CABINET DE LA PRESIDENCE

Deux mois après la démission d'Henry Rabary-Njaka, le siège du Directeur de cabinet de la Présidence reste inoccupé. **Midi Madagasikara** a ainsi établi la liste des dix candidats potentiels au poste, à savoir Nicole Andrianarison et Herisoa Razanadrakoto proches du couple présidentiel, Rachid Mohamed Président du Conseil d'Administration de la Jirama, James Andrianalisoa Directeur général de l'Aviation Civile de Madagascar, Jaobarison Randrianarivony ancien Directeur de campagne, Solofo Rasoarahona ancien Directeur de cabinet du temps où le Chef de l'Etat était ministre des Finances et du Budget, Hugues Ratsiferana et Thierry Rakotoarison conseillers à la Présidence, Mamy Rajaobelina chargé de l'organisation du Sommet de la Francophonie et Harison Randriamanana, conseiller spécial en charge des affaires économiques. Leur dénominateur commun est d'être tous des proches collaborateurs du locataire d'Iavoloha. (p.2)

RAID MEDIATIQUE CONTRE LES PATRONS DE PRESSE

Des comptes de réseaux sociaux, faisant l'apologie de la Présidence, attaquent depuis quelques semaines, d'une façon violente et diffamatoire, des patrons de presse privée. Face à l'immobilisme des autorités, plus particulièrement de la direction de la Communication de la Présidence de la République, les journaux déduisent directement que les membres de ce département sont derrière cette campagne de dénigrement en ligne. Stefan Troubat, responsable de la communication digitale d'Iavoloha est pointé du doigt. Les quotidiens ne manquent d'ailleurs pas de souligner qu'il fait actuellement l'objet d'une enquête judiciaire dans le cadre de la vente « illégale » de sa société Tam Tam à deux patrons de presse privée. Les journalistes s'étonnent que le début des raids médiatiques coïncide avec celui de l'enquête. (Les Nouvelles p.2, La Vérité p.3, La Gazette de la Grande île p.2)

DISCUSSIONS AUTOUR DU MEMORANDUM DE STABILITE :

- « J'en ai marre de l'hypocrisie des politiciens malgaches » a tonné Camille Vital. Joint au téléphone par **Midi Madagasikara**, le numéro un du parti Hiaraka isika s'est plaint de la scission au sein de sa formation politique. En effet, ses députés ont signé en catimini le Mémorandum de stabilité sans aviser l'ancien Premier ministre de la Transition. Ce dernier de confirmer que tous les partis ou groupes de partis, membres de la plateforme ARMADA, sont victimes du même problème. (p.2)
- Nicolas Randrianasolo, député élu à Betroka, a affirmé lors d'une conférence de presse que le Président de l'Assemblée nationale roule pour le Mémorandum de stabilité. Selon le parlementaire, il a fait part de sa position lors de son déplacement à New-York, durant lequel il a été accompagné par des députés issus de différentes tendances. (Midi Madagasikara p.2, Madagascar Laza p.9, Les Nouvelles p.8, La Gazette de la Grande île p.3)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Economie et société

MADAGASCAR NEGOCIE 47 MILLIONS DE DOLLARS

Une mission du Fonds Monétaire International (FMI) est attendue à Antananarivo du 10 au 22 septembre. Elle aura pour objectif de poursuivre les tractations entamées au mois de juin dernier, en vue de finaliser l'accord sur un nouveau programme de Facilité de Crédit Rapide (FCR). L'issue favorable des négociations entraînera le déblocage d'une aide à la balance de paiement d'un montant de 47,1 millions de dollars. Ce programme est destiné à soutenir les programmes de réforme devant être mis en œuvre par les autorités pour les six prochains mois. Il servira en même temps de tremplin pour un programme de Fonds élargi de crédit (FEC) pour 2016. (**L'Express de Madagascar p.4, Madagascar Laza p.6**)

- « Le FMI a de forte chance de rentrer bredouille à Washington, tant ce bailleur de fonds risque de ne rien trouver de sérieux dans les comptes des institutions financières » annonce **La Gazette de la Grande île** sur un ton pessimiste. Le quotidien peine d'ailleurs à croire que le récent séjour du Premier ministre à Paris puisse redorer le blason de Madagascar aux yeux du FMI. (**p.3**)

BLACK-OUT A ANTSIRANANA

Les groupes électrogènes de la société Enelec ne sont plus opérationnels, depuis hier matin, plongeant ainsi tous les quartiers d'Antsiranana dans le noir. Cette décision serait liée à l'existence de dizaines de milliards d'Ariary d'arriérés de l'Etat envers cette société privée. Conséquence, toutes les activités tournent au ralenti, certaines sont même en arrêt total. Dans le but de remettre les générateurs en marche, le ministre de l'Energie Gatien Horace a décidé de signer une lettre de réquisition de matériels. Une source sur place indique cependant que malgré la présence des éléments de l'Emmorg, les responsables locaux de l'entreprise refusent d'abdiquer. Pour l'heure, le calme règne encore dans la ville mais la grogne commence déjà à monter au sein de la population. Les bruits courent selon lesquels la Direction générale de la Jirama est sur le point de signer d'autres contrats concernant l'approvisionnement en gas-oil avec de nouveaux fournisseurs. (**L'Express de Madagascar p.5, La Gazette de la Grande île p.5**)

- « La situation à Antsiranana illustre l'état catastrophique actuel de la Jirama » déduit **L'Express de Madagascar**. Le quotidien critique ouvertement le mutisme de la direction générale de la compagnie qui, de son avis, ne daigne même pas de rassurer ses abonnés. (**p.5**)
- « Nestor Razafindroriaka, actuel Directeur général de la Jirama, n'est visiblement pas à la hauteur de sa mission » critique **Midi Madagasikara**. Le quotidien met ainsi en garde les dirigeants de la compagnie quant à l'impact de sa décision d'arrêter de payer ses anciens fournisseurs, sur le sort des centaines d'employés qu'emploient ces entreprises. (**p.12**)
- Le délestage à Antsiranana résulte d'un malentendu entre la Jirama, l'Etat et l'Enelec, selon **Madagascar Laza**. La facture présentée par Enelec se basait effectivement sur le prix déterminé dans le contrat mère conclu avec la Jirama et estimé à 25 000 dollars le mégawatt. Ce prix a cependant été déjà révisé à la baisse en 2012 et a été statué à 15 000 dollars. La Jirama a ainsi demandé à son fournisseur de revoir son mode de calcul. Par ailleurs, le quotidien est le seul à avoir affirmé que l'électricité est déjà revenue à Antsiranana. (**p.2**)
- « La Jirama ne se soucie guère de l'avenir des sociétés comme l'Enelec » a défendu **Les Nouvelles**. Le quotidien n'a pas mâché ses mots en traitant la compagnie de « mauvais payeur » et en l'accusant de « se camoufler derrière l'Etat » qui est actuellement en train de déployer des forces de l'ordre pour que la société privée continue à fournir ses services. (**p.15**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



EVOLUTION DE LA GREVE DE LA JIRAMA

Cinq meneurs de grève de l'Intersyndical de la Jirama ont été convoqués hier, auprès de la brigade des recherches criminelles de Fiadanana, notamment dans le cadre de l'enquête sur l'engin explosif retrouvé dans l'enceinte de la direction générale à Ambohitato. Des employés de la compagnie se sont rendus sur place pour exprimer leur solidarité. Dans la même journée, en marge de l'inauguration des nouveaux logements de la Seimad à 67ha, le ministre de l'Energie, Gatién Horace a affirmé que la grève au sein de la Jirama est actuellement portée devant le conseil d'arbitrage qui devra trancher sur sa poursuite ou non. Il a également annoncé l'arrivée de nouveaux groupes électrogènes, d'une capacité de 40 et 20MW, en provenance de Dubaï. Ils seront installés sur les sites d'Antanandrano et d'Ambohimambola et permettront de compenser le gap de production ainsi que de prévenir le délestage durant la période d'été. (Madagascar Laza p.2, Les Nouvelles p.9, La Vérité p.2, Takoritsika p.3, Tia Tanindrazana p.2)

- **Madagascar Matin** dénonce le flou entretenu autour des motifs des enquêtes menées sur les grévistes. Le quotidien soupçonne ainsi une « manœuvre malveillante pour discréditer le mouvement de l'Intersyndicale de la Jirama » (p.3)
- **La Vérité** partage cette opinion et suppose que « la convocation des syndicalistes ne soit autre qu'une instrumentalisation de l'organe judiciaire de la Gendarmerie nationale en vue d'intimider le noyau dur du mouvement de grève qui continue de secouer la Jirama ». (p.2)

GUERRE MEDIATIQUE AUTOUR DU DOSSIER TIKO

Rivo Rakotovo, ministre d'Etat en charge des Projets présidentiels et Marc Ravalomanana, continuent de se lancer des pics. Après que l'ancien Président ait presque ouvertement conseillé au Chef de l'Etat de se débarrasser de son « super ministre », ce dernier réplique. « Nous avons déjà discuté de la réouverture de TIKO, alors pourquoi exhiber l'affaire sur le terrain politique » s'interroge-t-il dénonçant ainsi la stratégie de politisation et la pression médiatique exercée par l'ancien exilé. Le ministre d'Etat a enchaîné en rappelant que des accusations pèsent encore sur le groupe TIKO et qu'elles doivent être élucidées avant sa réouverture. Il a évoqué entre autres, la construction illégale d'une usine sur un terrain qui n'appartient pas à la société et l'existence d'arriérés. (L'Express de Madagascar p.5)

- **Midi Madagasikara** reconnaît dans ses colonnes que TIKO est confronté à de sérieux problèmes quant à sa réouverture. Une source auprès des Services des impôts indique que le groupe enregistre des arriérés fiscaux d'un montant de 200 milliards d'ariary. La Chambre de Commerce et d'Industrie de Madagascar a, de son côté, diffusé un communiqué stipulant que le terrain sis à Ankorondrano, hébergeant l'ex-Magro, reste toujours sa propriété et n'a encore fait l'objet d'aucune transaction. Le quotidien affirme cependant que Marc Ravalomanana ne refuse pas de s'acquitter de ses dettes à condition qu'il soit indemnisé sur les dommages qu'il a subis lors du « Lundi noir ». (p.3)

REPRISE DES COURS ENCORE INCERTAINE POUR L'UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Le staff de la présidence et les membres du Conseil scientifique de l'Université d'Antananarivo ont rencontré, hier, les étudiants. Aucune réponse claire, concernant la reprise des cours, n'a été avancée par les responsables. Panja Ramanoelina, président de l'université d'Antananarivo, a d'ailleurs renvoyé la balle au conseil scientifique. Une déclaration qui met les étudiants dans l'expectative car le Conseil scientifique en question est composé essentiellement des membres du syndicat des enseignants-chercheurs et des chercheurs-enseignants (SECES). Ces derniers ont pourtant martelé qu'ils ne reprendront les activités pédagogiques qu'une fois leurs revendications satisfaites. Malgré cette impasse, les universitaires optent pour une solution pacifique. S'ils maintiennent leur

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



revendication qui est la reprise des cours, ils prévoient d'attendre la décision du Conseil scientifique et du SECES mais également de rencontrer les responsables ministériels pour décider de la suite des manifestations. (L'Express de Madagascar p.8, Les Nouvelles p.5, Madagascar Matin p.3, La Vérité p.2, La Gazette de la Grande île p.7)

- François Gervais Rakotoarimanana, ministre des Finances et du Budget, est convaincu que tout problème peut être résolu autour d'une table de négociation. Ainsi, il a annoncé que les portes de son département demeurent ouvertes en cas de besoin pour trouver des solutions. (Madagascar Laza p.3)

OPERATION FAHALEMANA. TROIS HOMMES EXECUTES PAR LES FORCES DE L'ORDRE A MAEVATANANA

Quatorze militaires armés de kalachnikov, disant intervenir dans le cadre de l'opération « Fahalemana 2015 » ont marché sur Tsarazaza, dans la commune de Mahatsinjo, mercredi dernier. En débarquant dans la localité, le peloton a rassemblé des villageois pour procéder à la vérification de fiches individuelles de bovidés et des autorisations de port d'arme. Trois hommes ont été fusillés. Les militaires se seraient emparés de trois fusils de chasses et de soixante-dix têtes de bovidés avant de se diriger vers Kiangara Ankazobe. Informé de l'opération meurtrière, le poste avancé à Mahatsinjo, a reçu l'ordre d'ouvrir une enquête, mais le temps que des éléments arrivent sur place, le peloton a déjà pris le large. Une liaison a été effectuée avec la compagnie territoriale de la gendarmerie nationale à Ankazobe afin de tenir à l'œil ces militaires pendant leur progression. Aucune information n'a filtré sur les motifs du coup de force. Le camp d'appartenance des quatorze militaires en question ne serait même pas encore déterminé. (L'Express de Madagascar p.9)

INAUGURATION DE LA RESIDENCE « AINGA » AUX 67HA

La résidence Ainga, composée de 69 appartements, construite par la Société d'Équipement Immobilier de Madagascar (Seimad) aux 67ha a été officiellement inaugurée hier, en présence du Premier ministre Jean Ravelonarivo. Les travaux de construction ont duré deux ans et ont occasionné une dépense de 2,5 milliards d'Ariary. Le Chef du gouvernement a rappelé lors de son discours que la construction de ces logements entre dans politique générale de l'Etat et répond à l'Objectif de développement durable (ODD), notamment celui d'offrir un logement décent aux citoyens malgaches. (L'Express de Madagascar p.8, Midi Madagasikara p.11, Madagascar Laza p.9, Les Nouvelles p.15, Madagascar Matin p.6)

Politique étrangère

PREMIERE MISSION DE SUIVI DES PREPARATIFS DU SOMMET DE L'OIF

Une délégation de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) est en mission à Antananarivo pour suivre l'évolution des préparatifs du sommet de la Francophonie, prévu se tenir en novembre 2016. L'équipe conduite par Malik Sarr, représentant de l'organisation auprès de l'Union africaine, a été reçue par la ministre des Affaires étrangères, Béatrice Atallah. Cette dernière a précisé, lors de son allocution, que Madagascar est prêt à présenter l'avancement des préparatifs. Le représentant de l'OIF s'est réjoui de cette détermination et de l'enthousiasme des autorités malgaches quant à l'organisation du Sommet. La Grande île n'a plus que 14 mois pour boucler les gros projets afférents. Il s'agit entre autres de l'extension de l'aéroport d'Ivato, la construction de la rocade reliant l'aéroport à Soavinandriana et l'extension du site du Centre de conférence internationale d'Ivato. (L'Express de Madagascar p.5, Midi Madagasikara p.3, Madagascar Laza p.9, Les Nouvelles p.3, Madagascar Matin p.2, La Vérité p.2, La Gazette de la Grande île p.6)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



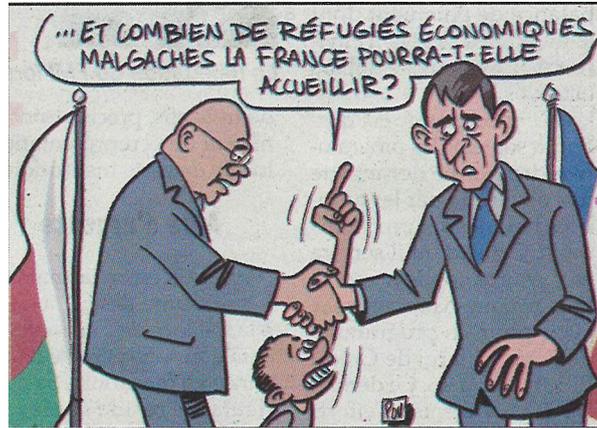


INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVÉLO: misa.ramisarivelo@eces.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

ECES
CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL

OSERVATORIO
di Pavia Media Research

Search for
Common Ground

Center for
Creative Leadership